

## **L'évasion fiscale chez IKEA empêche la construction de 1200 habitations sociales**

Bénéfice réalisé par IKEA SERVICE CENTER en 2015 en Belgique : 504.466.000 €.

Impôt sur les sociétés payé : 10.412.000 € (2,1 %).

Si le bénéfice avait été taxé au taux ordinaire de l'impôt des sociétés (33,99 %), ce sont 171.467.993 € qu'aurait encaissés l'Etat ! D'où une différence de **161.055.993 €**.

Le coût moyen de construction d'une habitation sociale avec deux ou trois chambres est de 130.000 €.

L'économie d'impôts qui a profité aux actionnaires d'IKEA a donc empêché la construction de **1239 habitations sociales** !

Les déductions fiscales sont bien le fruit de décisions gouvernementales. Mais sans le lobbying intense exercé par les multinationales sur les différents gouvernements, il n'y aurait pas de guerre fiscale entre Etats conduisant à une imposition minimale pour les plus grosses sociétés.

## **CE QU'IL FAUT FAIRE**

La transparence est la première étape indispensable dans la lutte contre l'évasion fiscale.

Pour y arriver, nous exigeons, avec les ONG, les associations et les syndicats européens, la publication obligatoire par les entreprises transnationales d'un rapport pays par pays de leurs activités, de leur chiffre d'affaires, de leurs salariés, de leurs profits et des impôts payés. Ceci, afin d'identifier les mécanismes d'évasion fiscale et d'imposer les entreprises dans les pays où ont lieu leurs activités.

Les nombreuses déductions fiscales qui profitent aux grosses sociétés doivent être strictement limitées, voire supprimées.

**Pour en savoir plus :**

<https://www.greens-efa.eu/en/article/corporate-tax-avoidance-5963/>

[http://ptb.be/sites/default/files/documents/2016/09/27/20160905\\_fr\\_top\\_50\\_ok.pdf](http://ptb.be/sites/default/files/documents/2016/09/27/20160905_fr_top_50_ok.pdf)